

CADRISME ET SOCIALISME. UNE COMPARAISON URSS-CHINE

*Gérard DUMÉNIL, Dominique LÉVY et Roland LEW
MODEM-CNRS, CEPREMAP-CNRS et Université libre de Bruxelles*

Version: 4 février 1999. Ce texte a été préparé pour le congrès Marx International II organisé par Actuel Marx, qui se tiendra à Paris du 30 septembre au 3 octobre 1998.

*Adresse : CEPREMAP, 142 rue du Chevaleret, 75013 Paris, France.
Tél : 01 40 77 84 13, Fax : 01 44 24 38 57
E-mail : dominique.levy@ceprenap.cnrs.fr, gerard.dumenil@u-paris10.fr*

RÉSUMÉ

CADRISME ET SOCIALISME. UNE COMPARAISON URSS-CHINE

Deux choses sont claires concernant la nature des systèmes des pays socialistes, notamment de l'URSS et de la Chine : il ne s'agissait ni du socialisme au sens défini par ses théoriciens, ni d'une simple variante du capitalisme. Nous y voyons la tentative de construire une société de classe postcapitaliste, dont la classe dominante était celle des cadres (bureaucratie politique, cadres techniques et gestionnaires). Dans les pays socialistes, l'avant-garde révolutionnaire se transforma progressivement en minorité politique dirigeante, puis s'élargit dans une nouvelle classe dominante. L'arriération et l'héritage historique expliquent moins cette substitution de l'avant-garde aux masses, que les formes autoritaires et étatiques des régimes ainsi créés. L'acuité des contradictions internes de cette nouvelle classe fut sans doute le principal facteur de son incapacité à se réformer. Les cadres ne parvinrent jamais à trouver un compromis social — interne et vis-à-vis des classes dominées — susceptible de conduire à un dépassement durable du capitalisme, efficient et démocratique. Cette interprétation cadriste de l'histoire des pays socialistes est considérablement éclairée par la montée parallèle des cadres dans les pays capitalistes (que nous appelons *capito-cadristes*), malgré le présent épisode néolibéral.

ABSTRACT

MANAGERIALISM AND SOCIALISM. A COMPARISON BETWEEN USSR AND CHINA

Two clear observations stand out concerning the social nature of socialist countries, in particular USSR and China : they were neither socialist countries in the sense originally defined by socialist thinkers, nor a particular type of capitalist country. In our view, the experience of these countries was an attempt to build postcapitalist societies, whose ruling class was composed of managers and cadres (political bureaucracy, technical and managerial staffs). Within socialist countries, the revolutionary avant-garde gradually transformed itself into a leading political minority, evolving later into a new ruling class. The backwardness of these countries explains less the substitution of this avant-garde for masses, than the statist and authoritative forms of the new regimes. The acute internal contradictions within this new class is probably the main explanation of its inability to reform. Managers and cadres never found a sound social compromise — internally and vis-à-vis other dominated classes — allowing them to supersede capitalism in a new lasting, efficient, and democratic social configuration. In spite of the present hegemony of finance, the rise of managerial personnel within capitalist countries (managerial capitalism) sheds light on this managerial interpretation of the fate of socialist countries.

Introduction

A moins que l'histoire nous surprenne avec une extraordinaire soudaineté, la propriété privée des moyens de production fera une entrée triomphale dans le troisième millénaire. Certes les inégalités s'accroissent dans le monde entre pays avancés et retardataires comme au sein des pays riches ; la pauvreté s'étend ; le chômage persiste en Europe ; les marchés monétaires et financiers donnent quelques soucis aux responsables des organisations internationales ; l'Asie est confrontée à la crise ; la planète se réchauffe... Certes, mais l'économie américaine est, dit-on, sortie de la crise et va de l'avant dessinant un horizon radieux pour ceux qui se laisseront convaincre par les recettes néolibérales ! Enfin, l'échec de la construction du socialisme aurait porté le coup de grâce à tout projet d'alternative au capitalisme : efficacité et démocratie, voilà ce que garantirait la propriété privée des moyens de production, pourvu que l'État ne s'en mêle pas trop.

Les choses sont sans doute plus compliquées que ne le laisse entendre ce credo néolibéral. Cette étude ne prétend pourtant pas en démonter tous les arguments. Concernant le capitalisme, le principal message tient dans la formule suivante : *non, l'histoire ne s'arrête pas avec le néolibéralisme*¹. Mais c'est ici un propos d'arrière plan, car le capitalisme n'est présent dans cette investigation que dans la mesure où son histoire nous éclaire sur l'expérience des pays socialistes. Les thèses principales qu'on veut mettre en avant ont principalement trait à cette expérience, tout particulièrement à l'URSS et à la Chine².

Comment rendre compte de la trajectoire des pays socialistes ? Plusieurs questions sont posées. Les réponses que nous suggérons sont quelquefois très affirmées ; elles possèdent parfois le statut de simples hypothèses. Dans tous les cas, apparaît une forte tension entre des explications plus économiques, voire économistes, ou plus politiques, et il n'y a pas de solution *a priori* à ce problème méthodologique.

1. La première question a trait à la nature sociale de l'expérience des pays socialistes. Sur ce point, on peut être très affirmatif : *ce qui fut réalisé en URSS ne fut pas la construction d'une société sans classes* telle qu'en avaient rêvé les théoriciens du socialisme. Ce projet là fut mal engagé dès le départ, et rapidement mis à mal. Malgré d'importantes différences, la Chine emprunta d'elle-même une direction similaire, ainsi que d'autres pays. On ne saurait également caractériser la voie suivie par ces pays comme une variante du capitalisme. Cette construction fut celle d'une société de classe postcapitaliste, dont la nouvelle classe dirigeante n'était pas la bourgeoisie mais celle des *cadres*, tant politiques qu'administratifs, techniques ou gestionnaires. Cette édification fut menée de manière radicale, les propriétaires privés des moyens de production étant très vite mis à l'écart.

Cette interprétation, qui pourrait ne s'appuyer que sur l'analyse des pays socialistes, est considérablement éclairée par l'étude de l'évolution des pays capitalistes avancés. Depuis un siècle, le mode de production capitaliste est le siège d'une transformation des rapports de production privilégiant l'organisation (la gestion), dont les agents sont aussi cette nouvelle classe des cadres. Nous qualifions cette société de *capito-cadriste*, car les cadres y partagent le pouvoir avec les capitalistes dont la position est encore dominante. Le maintien de la force coercitive de la propriété capitaliste et de la logique du profit y fait l'objet d'une lutte

1. G. Duménil, D. Lévy, *Au-delà du capitalisme ?*, Paris : Presses Universitaires de France, 1998.
2. R. Lew, *L'intellectuel, l'État et la révolution*, Paris : L'Harmattan, 1997.

permanente et aux multiples facettes, dont le néolibéralisme représente le dernier épisode en date : la réaffirmation de la prépondérance des propriétaires, de la *finance*, face aux cadres. Ces derniers avaient en effet réussi à conquérir une certaine autonomie après la crise des années 1930 et la Seconde Guerre mondiale, au prix d'une alliance avec les autres couches salariées. L'échec du keynésianisme dans la crise commencée dans les années 1970 et la montée du néolibéralisme dans les pays capito-cadristes marquèrent un recul du pouvoir des cadres et la dissolution du compromis sur lequel il reposait : la soumission de leur tâche à l'ordre capitaliste. Mais la réaffirmation de ce contrôle ne signifie pas la diminution de l'emprise des cadres sur les rouages économiques et sociaux, qui, elle, continue à aller de l'avant. La question des pays socialistes doit donc être appréhendée dans une perspective suffisamment large, faisant leur place à cette évolution des rapports de production et à l'ascension d'une nouvelle classe dominante.

2. Une seconde question est celle de *l'alternative entre un ordre social prolétarien, porteur d'une société sans classes, et une société cadriste*. Le projet d'abolir les distinctions de classe avait-il la moindre chance d'aboutir ? Dans tous les cas, pourquoi et comment a-t-il échoué ? Peut-on dater cet échec ?

Les réponses que nous donnons à ces questions sont nuancées. Une lecture très économique de ces phénomènes conduit à affirmer que les sociétés contemporaines ont besoin d'être organisées et dirigées par des cadres. Ils sont au service du capital dans le capito-cadriste. Ce qui échoua dans les pays socialistes, ce fut la tentative de les mettre au service du prolétariat. Les cadres se placèrent eux-mêmes au pouvoir, et cette expérience aboutit à un échec à la fin des années 1980. Cette interprétation doit être resituée dans le contexte des luttes, ce qui conduit davantage à relativiser les conséquences de ce déterminisme qu'à le nier fondamentalement. Si les exigences du contrôle d'une économie avancée placent naturellement les cadres aux postes de direction, tous les cadrismes ne sont pas équivalents. Tout est affaire d'alliance et de compromis, qui se déterminent dans les luttes. L'importance de ces orientations vers une forme ou une autre de société cadriste ne doit pas être sous-estimée, car elles commandent la poursuite de la dynamique historique, en particulier la possibilité et la manière de dépasser finalement l'ordre social cadriste lui-même.

Il existe une seconde interprétation économique plus faible que la précédente. Elle subordonne la prise de pouvoir par les cadres non pas à une exigence générale de la modernité économique, mais, à l'inverse, aux conditions de l'arriération des pays dans lesquels la révolution triompha : si la révolution avait abouti en Allemagne, et non en Russie, les travailleurs se seraient portés au pouvoir. Cette interprétation est douteuse. Dans une société déjà très cadriste, il aurait été très difficile d'éviter le renforcement de la position des cadres.

3. Quelles que soient les causes et les modalités de l'instauration de cette nouvelle société de classe, se dessine un troisième ensemble d'interrogations relatif aux formes que cette société a revêtues historiquement : *comment expliquer ses traits particuliers, sa forte centralisation, son caractère étatique et non démocratique ?* Dans la détermination des modalités de cet ordre cadriste, la question de l'arriération joua certainement un rôle important. Néanmoins, un phénomène comme le stalinisme fut aussi le produit de luttes politiques et sociales qu'on ne saurait réduire à des déterminants purement économiques.

L'interprétation qu'on veut donner de la trajectoire des pays socialistes rejette le postulat que toute alternative au capitalisme est nécessairement dictatoriale. Elle rejette donc de ce point de vue une lecture économiste exagérée, fort répandue, liant postcapitalisme

à centralisation outrancière, et donc à absence de démocratie. Elle situe dans les contradictions internes de la voie radicale vers cette nouvelle société de classe (celle des pays socialistes), l'origine de sa nature non démocratique, qui s'est retrouvée dans tous les cas. Il ne s'agit pas d'associer capitalisme et démocratie, et postcapitalisme et dictature, mais d'analyser les configurations de classes et la force des luttes, dans leurs trajectoires historiques, dans les deux types de formations sociales. L'analyse qui associe capitalisme et démocratie, fait, par ailleurs, peu de cas des limitations propres à la démocratie capitaliste, tant sur le plan historique, que géographique dans le monde contemporain, que directement dans les caractères des démocraties actuelles où l'exercice du pouvoir par les classes dominantes combine répression, domination idéologique et compromis.

4. Enfin, *comment rendre compte de l'échec de cette voie radicale hors du capitalisme?* Pourquoi une telle incapacité à se réformer? Concernant les années 1960, on ne peut plus guère se contenter de mettre en cause l'insuffisance du développement des forces productives. Faut-il aussi chercher dans les formes institutionnelles, tant économiques que sociales, l'origine de l'impossibilité des réformes? Sur ce thème, nous privilégierons le poids de déterminants politiques. La contradiction entre la composante bureaucratique de la classe dirigeante et les autres cadres ne put être surmontée, alors que le contrôle policier des masses leur interdisait de faire pression en faveur du changement.

Il ne fait pas de doute que l'histoire concrète des pays socialistes a fortement marqué ces expériences. On détecte clairement dans les cadrismes soviétique ou chinois la pesanteur d'un héritage historique qui prédisposait ces nations à attribuer un rôle essentiel à l'État dans toutes formes de construction économique ou sociale, à transformer le fonctionnariat d'ancien régime (la bureaucratie tsariste ou le mandarin fonctionnaire) en un cadrisme moderniste. Cette tendance allait ainsi à la rencontre d'une autre, propre au capitalisme, engendrant dans son propre développement un cadrisme, comme perfectionnement, comme rationalisation. Autrement dit, il existait une variante cadriste de modernisation postcapitaliste et non pas simplement l'alternative entre capitalisme et socialisme émancipateur. Cette convergence faisait du cadrisme un *débouché* vraisemblable de l'échec du processus émancipateur, au côté du simple retour au capitalisme, conduisant ces pays à marquer une rupture très forte avec leur passé, quoique moins radicale que ce qui était proclamé. Mais cette ouverture engendra, dans le contexte particulier de l'héritage historique de ces pays, un cadrisme très spécifique, résultat d'un mouvement sinueux, incapable de survivre à la confrontation avec les formes modernes du capito-cadrisme.

Cette étude ne traite pas ces thèmes de manière systématique. Elle se compose de deux parties. La première est consacrée à l'analyse de la montée des cadres sur un plan général, tant dans les pays capitalistes que dans les pays socialistes, ainsi que comme classe dirigeante potentielle du postcapitalisme. La seconde partie examine tour à tour les étapes de la construction du socialisme, depuis la conquête du pouvoir jusqu'à l'échec des réformes. C'est au gré de ces développements que sont abordées les diverses questions qu'on a évoquées.

1 - L'hypothèse cadriste

Quelle que soit la terminologie utilisée, il existe un très large accord pour voir dans les cadres des pays socialistes une nouvelle classe dominante (section 1.1). L'histoire du capitalisme éclaire et renforce cette interprétation : le cadrisme est déjà une composante de ces économies, à l'intérieur de ce que nous appelons le *capito-cadrisme* (section 1.2). Peut-on concevoir une société postcapitaliste purement cadriste ? Cela revient à soutenir la thèse d'une possible autonomie des cadres, économiquement et politiquement (section 1.3). Que faire alors de la thèse marxiste fondamentale concernant l'abolition des classes (section 1.4) ?

1.1 Socialisme et cadrisme

Le projet originel des théoriciens du socialisme combinait deux idées, celle de la *rationalisation de l'économie*, le dépassement de l'anarchie du marché capitaliste, et celle de l'*abolition des classes*. Ces deux idées étaient naturellement associées à celle d'une ère postcapitaliste. Au-delà du capitalisme s'ouvrait, à les croire, un avenir radieux où se conjugueraient maîtrise des processus sociaux et économiques, et fin de l'exploitation.

Ces deux tâches, d'organisation et d'abolition des classes, ne sont pas équivalentes. La première est profondément tributaire de l'organisation, donc de l'intervention d'organisa-teurs, d'experts, de techniciens, de gestionnaires : en un mot, dans les conditions sociales et techniques actuelles, des cadres. La seconde renvoie à un processus multiforme, économique et politique, où les revenus et le pouvoir, les rapports de production, sont en jeu. Une grande ambiguïté découle de la superposition des deux volets du projet.

Cette ambiguïté du projet socialiste était déjà présente dans l'œuvre de Marx. Constatant le développement de grandes sociétés par actions en Angleterre, dirigées par des cadres salariés distincts des propriétaires, Marx y voyait la préfiguration d'une société collectiviste. Le propriétaire n'exerçait plus qu'un pouvoir externe, et un groupe distinct avait acquis la maîtrise de l'entreprise sur le plan technique et organisationnel en général : on pouvait donc se passer du propriétaire. Marx ne discuta jamais explicitement l'éventualité de la métamorphose de ces nouveaux maîtres de l'entreprise, en classe dominante. Il y voyait une sorte de travailleur collectif—dans un sens très large du terme, dans et hors de l'atelier, allant jusqu'au directeur salarié, exerçant un ensemble de tâches que le socialisme transformerait plus ou moins, mais jugées nécessaires. La thèse de l'auto-émancipation des travailleurs était clairement posée dans son œuvre, tant politique qu'économique. On se souviendra qu'il avait applaudi à ces formes d'organisation enfin trouvées, que la Commune de Paris avait mises en œuvre, qui devaient régler les rapports hiérarchiques sans qu'un nouveau rapport de classe soit instauré. Dans la production, cela impliquait que les clivages internes du travailleur collectif ne se transforment pas en nouvelles contradictions de classe.

Qui défendrait encore l'idée que la classe ouvrière contrôlait effectivement la production et les appareils d'État dans les pays socialistes ? Si la terminologie et les concepts divergent selon les approches, le constat reste fondamentalement identique, qu'on parle de *bourgeoisie d'État*, de *bureaucratie* ou de *nomenklatura*. Le pouvoir était détenu par une minorité dominante. Le socialisme réel n'était pas autre chose que le postcapitalisme des

cadres, du moins l'une de ses formes concevables. Ce constat ne fait que prendre au pied de la lettre le rôle explicitement attribué aux cadres dans les pays socialistes³.

Qu'on se réclame du marxisme ou qu'on le diabolise, chacun conviendra de ce fait majeur. Les deux volets de l'histoire du socialisme, sa montée et sa chute, doivent être appréhendés à partir de ce constat. *Ce qui s'est construit dans ces pays était une société dominée par une élite, une couche privilégiée, une classe. Corrélativement, ce qui a échoué est la construction d'une telle société allant jusqu'à la pleine maturité cadriste.*

1.2 Le cadrisme dans le capitalisme

Une première raison, et peut-être la principale, de ne pas rejeter l'idée d'un postcapitalisme dirigé par une classe de cadres découle de l'examen de l'histoire du capitalisme lui-même. L'importance de ce point de vue est double. D'une part, l'histoire du capitalisme souligne le *fait* même de la montée en puissance des cadres. D'autre part, elle montre que la progression des cadres n'est pas nécessairement synonyme de *bureaucratisme*, c'est-à-dire d'inefficience. Tout est affaire de contexte institutionnel et de pouvoir. Le capitalisme a développé de gigantesques organisations, les sociétés multinationales contemporaines, gérées par des cadres, qui se sont implacablement imposées aux organisations antérieures.

Chacun admettra que le capitalisme se transforme. Le système qui prévaut en cette fin du XX^e siècle n'est plus celui du milieu du XIX^e siècle, le berceau de la conception historique du socialisme. Certains verront dans cette évolution une simple somme de changements quantitatifs; d'autres, un ensemble de transformations institutionnelles. Notre point de vue est plus radical: nous identifions dans l'histoire des sociétés et économies capitalistes, à l'intérieur même de l'étape capitaliste, une évolution des rapports de production qui préfigure le dépassement de ce mode de production. Le postcapitalisme est déjà inscrit dans l'histoire du capitalisme. L'analyse du contenu de cette métamorphose éclaire à bien des égards l'expérience des pays socialistes. La propriété se transforme, ainsi que les classes. L'histoire ne s'est pas arrêtée.

1.2.1 Propriété, gestion et procès de travail

A la fin du XIX^e siècle se produisit une révolution importante des rapports de production capitalistes. Elle affecta simultanément la propriété des moyens de production et la position des travailleurs dans le procès de travail:

1. La constitution de la grande entreprise moderne se doubla de la *séparation de la propriété et de la gestion*. La figure du capitaliste traditionnel, à la fois propriétaire et organisateur de son entreprise, céda la place, dans les grandes sociétés, à une configuration duale. La gestion devint la tâche de vastes états-majors de cadres et d'employés au sein d'une structure hiérarchique pyramidale. La propriété se concentra, hors de l'entreprise ou de la famille, dans la finance. La notion même de propriété s'en trouva transformée. Elle ne renvoyait plus à un rapport de supervision directe, mais à un contrôle externe et institutionnel. Le commandement le plus immédiat sur le fonctionnement de l'entreprise devenait l'apanage collectif de groupes de spécialistes salariés, des cadres.

3. Les désaccords porteront en fait sur la manière de caractériser cette société: capitalisme d'État, État prolétarien dégénéré ou système spécifique, ainsi que sur la nature des relations entre la classe dominante et les classes dominées, en particulier les ouvriers, plus ou moins antagonique ou de compromis.

2. Dans cette nouvelle organisation, la distance entre le travailleur, d'une part, et son outil et son objet de travail, d'autre part, s'élargit encore davantage. En liaison avec la mécanisation toujours plus sophistiquée de l'atelier, le travail du producteur était conçu et préparé par d'autres agents. Ces formes d'organisation ont été souvent décrites par référence au taylorisme et au fordisme.

Cette transformation des rapports de production coïncida avec l'émergence de nouvelles classes intermédiaires, celles des cadres et employés. En tant qu'organiseurs, ces agents assument certaines fonctions capitalistes, notamment la tâche d'encadrement des ouvriers. En tant que salariés, ils sont placés dans une position de subordination par rapport aux propriétaires. Ils gèrent l'entreprise selon les critères de la maximisation du taux de profit, du moins sont-ils supposés le faire. Dans ce capitalisme, où propriété et gestion sont fondamentalement séparés, la question de l'*interface* entre ces deux mondes est cruciale. C'est là l'univers des conseils d'administration où des financiers encore quelque peu gestionnaires font face à des cadres dirigeants quelque peu propriétaires.

La structure de classe du capitalisme contemporain s'en trouve considérablement compliquée⁴. Derrière l'apparent continuum des groupes sociaux, d'un bout à l'autre de la hiérarchie, se dissimulent en fait deux contradictions de classe. La première est l'opposition traditionnelle entre capitalistes et travailleurs. Elle rend encore largement compte de la structure de classe de nos sociétés. Mais elle se conjugue à une nouvelle opposition entre cadres et encadrés. Par encadrés, nous entendons les employés et les ouvriers. Bien que cadres et employés exécutent collectivement des tâches de gestion, la division du travail au sein de ces groupes a dès l'origine revêtu les dehors d'une polarisation hiérarchique, les tâches d'initiative et d'autorité étant concentrées dans une fraction supérieure, et celles d'exécution, dans une autre, subalterne. Les deux contradictions se superposent désormais, créant certaines ambiguïtés. Ainsi la position sociale des employés reflète-t-elle encore certains attributs de leurs fonctions de gestionnaires, dans une certaine proximité par rapport aux cadres. Mais leurs rémunérations et leurs conditions de travail soulignent leur proximité du monde ouvrier. Ces problèmes renvoient à certaines distinctions terminologiques, comme l'opposition entre *white collars* et *blue collars* en anglais⁵.

Les cadres apparaissent comme une nouvelle classe dominante aux côtés des propriétaires, par leur position de pouvoir et leur statut social. A bien des points de vue, culturels et de mode de vie en particulier, ils définissent les nouvelles normes sociales. Dans le langage courant, l'épithète *bourgeois* perd une grande partie de sa pertinence, ou bien sert à désigner un mode de vie traditionnel. *Cadriste* serait souvent beaucoup plus justifié dans certains usages qu'on fait encore du terme *bourgeois*.

Cette émergence d'une composante cadriste dans le capitalisme a été constatée de longue date. Les théories managériales ont eu un écho plus grand aux États-Unis qu'en Europe, et la référence au capitalisme managérial est encore très importante dans ce pays⁶.

4. G. Duménil, *La position de classe des cadres et employés. La fonction capitaliste parcellaire*, Grenoble : Presses Universitaires de Grenoble, 1975 ; G. Duménil, D. Lévy, "The Emergence and Functions of Managerial and Clerical Personnel in Marx's Capital", in N. Garston (éd.), *Bureaucracy : Three Paradigms*, Boston : Kluwer Academic, 1994, p. 61-81.

5. On laisse ici de côté la question des cadres et employés du secteur public. Voir A. Bihr, *Entre bourgeoisie et prolétariat. L'encadrement capitaliste*, Paris : L'Harmattan, 1989.

6. On ne tentera pas ici de dresser un tableau de ces théories. Voir notamment A. Berle, G. Means, *The Modern Corporation and Private Property*, London : Macmillan, 1932 ; J. Burnham, *L'ère des organisateurs* (1941), Paris : Calmann-Lévy, 1969 ; A.D. Chandler, *The Visible Hand*.

Un *manager* n'est pas autre chose qu'un cadre supérieur, éventuellement, très supérieur. La relation des cadres dirigeants aux actionnaires a, en effet, très vite fait problème aux États-Unis. Dès les premières décennies du siècle, leur degré éventuel d'autonomie devint un objet de controverse. Gèrent-ils nécessairement l'entreprise dans l'intérêt des propriétaires ?

1.2.2 *Le rôle de l'État*

Cette première évolution des rapports de production capitalistes s'est doublée d'une seconde. Son apparition fut, elle aussi, graduelle, mais la succession de la crise de 1929 et de la Seconde Guerre mondiale joua un rôle déterminant. Il s'agit du rôle croissant de l'État, de son intervention directe dans certains mécanismes économiques. Cette intervention revêtit divers aspects :

1. Un premier élément est l'engagement de l'État dans le contrôle de la situation macroéconomique et notamment, de l'emploi, ce qui implique le contrôle du crédit tel qu'il est opéré par les banques centrales et la politique monétaire. La maîtrise des mécanismes monétaires et financiers est un privilège auquel la finance est profondément attachée. Elle s'est, depuis longtemps, battue pour garder le contrôle du crédit. Elle exerça ce contrôle sans partage pendant toute la seconde moitié du XIX^e siècle, le début du XX^e et depuis les années 1980. Ces mécanismes monétaires représentent une source importante de revenu pour la finance qui a donc intérêt à leur expansion, mais ils sont potentiellement des vecteurs d'instabilité et d'inflation, donc d'érosion des patrimoines déjà constitués.
2. La reconnaissance du droit au travail, qui tendit à s'affirmer après la Seconde Guerre mondiale, doublée du développement de systèmes de protection sociale détachant progressivement le revenu total de la rémunération directe du travail, modifia considérablement la condition salariale. La précarité du salarié est en fait un attribut fondamental de la production capitaliste, qui garantit le contrôle du salaire, de la force de travail et de la discipline dans l'entreprise. Le compromis social géré par l'État, surtout depuis la Seconde Guerre mondiale, le fruit des luttes populaires, enfonça ainsi un coin dans la logique stricte du capital, imposant au système des objectifs collectifs distincts de la maximisation du taux de profit (accroissant les contraintes sous lesquelles elle opère) : plein-emploi, droit du travail, règles d'embauche et de licenciements, indemnisation, etc.
3. Dans certains pays, l'intervention étatique alla jusqu'à la prise en charge directe de certains segments du système productif par des nationalisations. C'est là une forme immédiate d'empiétement sur les prérogatives du capital (même si l'on a pu prétendre que cette gestion sociale s'opérait finalement au profit du reste des autres propriétaires des moyens de production).

L'enjeu de ces évolutions et leur caractère de classe est évident. Cette évidence s'est encore accrue au cours des dernières décennies : ce qu'il est convenu d'appeler le *néolibéralisme* n'est pas autre chose que la réaffirmation violente de l'hégémonie du capital,

The Managerial Revolution in American Business, Cambridge : Harvard University Press, 1977 ; J.K. Galbraith, *The New Industrial State*, Londres : Penguin Books, 1969 ; T. Parsons, *Essays in Sociological Theory*, p. 323-355, Glencoe : The Free Press, 1954 ; T. Veblen, *The Engineers and the Price System* (1921), New Brunswick : Transaction Books, 1983. Ces thèses étaient plus répandues en France qu'on veut bien s'en souvenir (voir, par exemple, F. Bloch-Lainé, *Pour une réforme de l'entreprise*, Paris : Éditions du Seuil, 1963). Le déclin de ces théories est directement l'expression du recul du keynésianisme et de l'État providence, et de la réaffirmation du pouvoir des propriétaires dans le néolibéralisme.

c'est-à-dire de la finance dans ce monde où propriété et gestion sont séparées, alors que les responsables des entreprises et des politiques économiques et sociales, tendaient à s'autonomiser par rapport à la logique du profit.

Cette remontée du pouvoir de la finance, après quelques décennies de relatif recul, est un événement important. Elle n'arrête pas cependant la poursuite de la transformation des rapports de production. La cadrification de l'économie et même des institutions financières se poursuit. La nouvelle classe fait progressivement l'apprentissage historique de sa capacité organisationnelle générale. Elle le fait au sein d'institutions privées, comme les firmes multinationales, qui sont parfois plus grandes que les États eux-mêmes, ou d'organismes internationaux. La socialisation des forces productives, à l'œuvre dans le capitalisme, peut ainsi emprunter différentes voies, notamment une voie étatique publique et une voie privée, dans le giron du capital.

1.3 Économie et politique du cadrisme

Cette interprétation de l'évolution des rapports de production dans le capitalisme en correspondance avec l'émergence d'une nouvelle structure de classe, prend appui sur l'idée de la répétition d'un scénario comparable à celui qui vit naître les rapports de production capitalistes au sein des sociétés féodales : de nouveaux rapports de production plus efficaces se développent à l'intérieur même du capitalisme. La société contemporaine serait ainsi hybride, en partie capitaliste et en partie postcapitaliste. Poursuivant cette analyse, on en vient ainsi à l'idée d'un nouveau mode de production faisant suite au capitalisme. Nous le nommons *cadrisme*, du nom de sa nouvelle classe dominante. Ainsi renouons-nous, non seulement avec les thèses du capitalisme managérial, mais aussi avec celles de la possibilité d'un managérialisme pur et simple, émancipé de la domination capitaliste.

Cette section examine successivement les problèmes économiques et politiques posés par la conquête de leur autonomie par les cadres.

1.3.1 Les cadres sans les propriétaires ?

L'idée d'une classe de dirigeants indépendants de la propriété capitaliste fait souvent sourire, sans doute parce cette expérience aboutit à un retour au capitalisme dans la quasi-totalité des pays socialistes. Pourtant, il n'est guère difficile d'admettre que la plupart des tâches d'organisation dans nos économies, tant au niveau de l'entreprise qu'à celui de la société dans son ensemble, sont assurées par des cadres. Mais que ces cadres puissent se passer de maîtres, actuellement les propriétaires, et avoir des objectifs propres, semble inconcevable à certains. A cela s'ajoute la conviction qu'une prise du pouvoir des cadres conduirait inéluctablement à un ordre bureaucratique inefficace.

Il est difficile de traiter de ces questions dans l'abstrait, aussi les aborderons-nous en négatif, partant de l'analyse des sociétés capitalistes. Que faut-il penser de la *propriété privée des moyens de production* ? Quelles fonctions assure-t-elle, ou, si l'on préfère, quelle logique de fonctionnement imprime-t-elle à l'économie et la société dans son ensemble ? Quels sont ses limites et ses inconvénients principaux ?

1. L'importance de la propriété capitaliste tient au fait que le revenu de la classe dominante est lié à la masse du capital qu'ils ont avancé, ce qui fait surgir la *maximisation du taux de profit* comme le critère fondamental d'appréciation des performances, qu'il s'agisse de

1 - La maximisation du taux de profit

Quelles sont les fonctions de la maximisation du taux de profit dans une économie capitaliste ?

(1) Si l'on fait abstraction de son coût social, le critère de la maximisation du taux de profit est bien en ligne avec l'exigence de produire un même bien en consommant le moins possible d'intrants et en mobilisant le moins possible de ressources (de machines, d'installations et de travail). La concurrence entre diverses structures productives est ici directement en jeu, car c'est elle qui permet la comparaison des performances.

(2) La maximisation du taux de profit commande également, dans le capitalisme, l'allocation des ressources entre diverses activités, le choix entre divers biens ou services : va-t-on faire davantage d'automobiles, de transports en commun, de soins ou d'éducation. La théorie économique apologétique de l'ordre établi s'est entièrement construite afin de justifier cette règle capitaliste fondamentale. Les *préférences* des consommateurs y sont traitées en données exogènes et indépendantes du fonctionnement du système. La vérité est toute autre : la poursuite des objectifs de la rentabilité produit insidieusement les besoins qu'elle satisfait, du moins les oriente dans des directions profitables. Chaque nouveau pas est accompli sur la base de ce qui est acquis, dessinant l'itinéraire complet, et non suivant des voies prédéterminées par des besoins prétendument exogènes. La maximisation du taux de profit induit donc un véritable choix de société.

(3) Les procédures de production ne sont pas figées dans le capitalisme, et le progrès technique commande l'évolution des revenus. La recherche de la rentabilité stimule le progrès technique. Pourtant, les avantages du progrès technique sont perçus dans le capitalisme du point de vue de la rentabilité individuelle des firmes, ce qui en limite les potentialités. C'est ainsi que le système ne parvient à échapper à ce que nous appelons des *trajectoires* à la *Marx*, dont le caractère principal est la baisse du taux de profit, qu'à travers des crises structurelles récurrentes⁷.

(4) La maximisation individuelle du taux de profit, si elle conduit d'une certaine manière l'allocation du capital entre les différentes branches, ne garantit en rien la stabilité du niveau général d'activité. Les mécanismes privés doivent être doublés de procédures de contrôle macroéconomique, qui n'annulent pas les fluctuations conjoncturelles, les surchauffes et récessions. Cette instabilité du niveau général d'activité nuit à tous, d'abord aux salariés frappés par le chômage dans les récessions, mais également aux profits des entreprises.

comparer deux champs d'investissement ou d'apprécier des équipes de gestion. De plus, les propriétaires — les institutions au sein desquelles ils opèrent — constituent une pluralité de centres plus ou moins autonomes et rivaux, quoique les réseaux de relations deviennent de plus en plus sophistiqués. Il s'agit donc d'une structure de commandement décentralisée où la survie dépend des performances. Les deux idées sont combinées dans la notion de propriété privée des moyens de production : tirer son revenu d'une avance de capital, le faire en concurrence par rapport à d'autres propriétaires. Le critère de maximisation du taux de profit imprime au système une logique de fonctionnement tout à fait particulière, dont on peut distinguer plusieurs aspects : efficacité dans la production, allocation du capital, changement technique (voir l'encadré 1). A cela il faudrait ajouter la conduite d'une dynamique historique très spécifique gouvernant le maintien des rapports de production.

2. Les inconvénients de la propriété privée des moyens de production se trouvent moins dans le prélèvement d'un surplus, le parasitisme d'une classe dominante, que dans les caractères des mécanismes de fonctionnement qu'on vient d'évoquer (la logique du profit). Garantissant certaines formes d'efficacité, ils entraînent le système productif dans certaines directions, satisfaisant certains besoins, en produisant d'autres, suscitant le développement des forces productives à travers des crises graves, faisant peu de cas du chômage et de l'exclusion.

Toute organisation sociale postcapitaliste devrait accomplir des tâches similaires à celles conduites dans le capitalisme par la maximisation du taux de profit et par l'État : économiser sur les ressources consommées dans la production, les allouer entre les différentes activités, garantir les rythmes du progrès technique, assurer la stabilité macroéconomique, etc., sans parler des objectifs sociaux et politiques.

Il y aurait nécessairement dans la définition cadriste des objectifs, une dimension collective, politique, ce qui ne signifie pas qu'elle n'ait pas de caractère de classe, bien au contraire. Ce serait à une structure étatique ou para-étatique de définir ces objectifs. Au lieu d'être dictés aveuglément par la maximisation du taux de profit, ces objectifs feraient l'objet de choix délibérés.

Il existe un éventail de possibilités concernant les procédures employées, faisant une place plus ou moins large à ce qu'il est convenu d'appeler le marché. On peut les imaginer par référence aux formes d'organisation que nous connaissons :

1. Le capito-cadrisme fournit un premier point de départ. Fondamentalement gouverné par la maximisation du taux de profit, il est déjà largement biaisé par des objectifs sociaux (même si certaines de ces procédures ont régressé dans le néolibéralisme). L'économie sur les ressources utilisées est déjà tempérée par certaines réglementations concernant l'emploi et les licenciements ; l'allocation du capital selon la rentabilité est affectée par des fiscalités particulières (des taux d'imposition différentiels) favorisant certains types de biens, en défavorisant d'autres ; certaines consommations sont financées par des prestations ; l'État soutient très directement la recherche et la formation ; il impose certains objectifs macroéconomiques concernant l'emploi. Une première manière de concevoir le cadrisme est de laisser croître ces procédures jusqu'à des degrés considérables. La maximisation du taux de profit y perdrait certaines de ses fonctions, concernant l'allocation des ressources, son impact sur la recherche, etc, tout en en conservant d'autres relatives à l'économie sur les ressources ou la décentralisation des décisions.
2. Les entreprises du capito-cadrisme nous fournissent une seconde référence. Les grandes entreprises constituent de vastes institutions gouvernées par une logique d'organisation interne hors marché, où coexistent des procédures de contrôle *ex ante* et *ex post*. La logique de la rentabilité s'impose à elles globalement, mais non entre services ou unités de production. Les procédures de facturation interne sont fortement biaisées, y assumant certaines fonctions de contrôle, ne reconstituant que fictivement les mécanismes de marché. Ce type d'organisation préfigure celui d'une économie cadriste très centralisée et hiérarchisée.
3. Enfin, l'expérience des pays socialistes nous fournit l'exemple d'économies planifiées centralement, quel que soit le jugement porté sur ce que furent leurs performances. Le marché, qu'il faudrait définir, y jouait un rôle plus ou moins important.

Un cadrisme efficace combinerait certainement diverses procédures de ce type, centralisées et décentralisées, *ex ante* et *ex post*, faisant une place plus ou moins large au marché, etc. Mais on ne saurait aborder cette question sans distinguer des phases successives, dont l'enchaînement dépendrait nécessairement des conditions concrètes de la transition.

7. G. Duménil, D. Lévy, *La dynamique du capital. Un siècle d'économie américaine*, Paris : Presses Universitaires de France, 1996, ch. 17.

1.3.2 La démocratie sans les propriétaires ?

La discussion relative à la démocratie dans une société postcapitaliste a évidemment été menée en référence à l'expérience des pays socialistes. La réponse (néo)libérale est simple et catégorique : la propriété privée des moyens de production est présentée comme une condition nécessaire de la démocratie. La propriété collective et la volonté de coordination centralisée impliquent la concentration du pouvoir politique dans une structure étatique unique. Collectivisme et centralisation seraient incompatibles avec la démocratie : d'où l'équation entre les types de propriété publique ou privée, et les formes de gouvernement autoritaire ou démocratique.

Ceux qui ne voient pas dans l'expérience des pays socialistes la seule forme concevable d'un postcapitalisme se demanderont naturellement si le cadrisme peut être démocratique, s'il peut l'être plus ou moins que le capitalisme. Afin de tenter de répondre à ces questions, on se placera dans le cadre de la théorie marxiste de l'État. Mais le passage de l'analyse du capitalisme à celle du cadrisme n'est pas immédiat, car les rapports entre le politique et l'économique ne sont pas identiques dans les deux modes de production. Une différence importante tient à l'*objectivation* des critères de la domination capitaliste, qui contraste avec le caractère plus directement politique et délibéré du cadrisme :

1. Les lois économiques opèrent dans le capitalisme comme des lois de la nature, qui s'imposent à tous à travers la concurrence. La volonté organisée de la classe se manifeste à un niveau supérieur, dans la perpétuation des rapports de production : la protection pure et simple de la propriété privée, y compris le combat permanent contre l'érosion sociale de ce rapport, contre les multiples empiètements que la dynamique du système engendre elle-même. Mais une fois ce cadre garanti, la logique du système se déroule implacablement.
2. Dans la mesure même où les cadres prendraient en main la marche de la société d'une manière beaucoup plus fondamentale que dans le capitalisme, la domination de classe cadriste revêtirait un caractère plus directement politique, plus explicite sans doute, et maquillée d'une autre manière : (1) *plus explicite* puisque débattue et définie plus centralement ; (2) *maquillée d'une autre manière*, non pas en loi de la nature, mais en intérêt collectif⁸.

Ainsi peut-on établir un parallèle entre les formes politiques autoritaires du capitalisme et celles du cadrisme, qui en souligne les contrastes :

1. Les régimes fascistes, dans toute leur variété, représentèrent les formes modernes typiques et extrêmes de l'autoritarisme capitaliste. Ils furent l'expression de sabordements de la démocratie capitaliste, sous la menace de poussées populaires. Bien que le fascisme ait historiquement été à l'origine de formes fortes d'intervention de l'État, notamment en liaison avec la course à l'armement avant la Première Guerre mondiale, il illustre parfaitement la caractérisation générale posée plus haut : le fascisme garantit la perpétuation des rapports de production, réprimant la lutte des classes dominées, et créant des conditions favorables au libre fonctionnement de l'entreprise capitaliste et de la finance.
2. Le stalinisme, une forme autoritaire du cadrisme, envahit directement la sphère économique, et la fonde aux autres champs d'exercice de la domination de classe, politique et idéologique. Ainsi l'expérience des pays socialistes se situe-t-elle assez bien dans ce schéma

8. La théorie économique dominante joue, en fait, de ces deux argumentations. D'une part, les lois du capitalisme s'imposent comme si elles résultaient de processus échappant au contrôle social (comme des lois de la nature). D'autre part, l'équilibre des marchés garantit une situation optimale dans un certain sens (leur libre jeu contribue donc à l'intérêt général).

général, qui souligne le caractère de classe commun aux régimes capitalistes et cadrists, et la spécificité du rapport de l'économique et du politique dans chaque système. C'est d'ailleurs pourquoi nous caractérisons les sociétés socialistes, comme des cadrismes autoritaires, étatiques et bureaucratiques. Il ne fait guère de doute que la *propriété collective centralisée* des moyens de production détermina profondément les formes politiques de gouvernement. La pesanteur historique du modèle soviétique, tant en URSS qu'en Chine, le montre amplement. Mais le projet fut celui d'une classe ou d'une classe en formation, de ses diverses fractions, non pas un projet clairement conçu dès les origines, mais une voie découverte dans les luttes. La forme concrète de la propriété publique centralisée fut l'expression des modalités de l'accession au pouvoir de cette nouvelle classe.

La démocratie bourgeoise prend appui sur la libre expression des contradictions au sein des classes dominantes, créant un réseau d'institutions et des formes de dominations plus favorables aux classes dominées. Il devrait en aller de même de la démocratie cadriste, pourvu que les diverses fractions de la classe dominante (cadres du centre et des entreprises, politiques et économiques, gestionnaires, techniques et administratifs, etc.) soient capables de s'autoriser cette forme de gouvernement. Tout dépendrait encore une fois de l'histoire et des tensions sociales.

Pour comprendre l'expérience des pays socialistes, saisir ce qu'elle nous enseigne véritablement sur le postcapitalisme en général, il faut partir de la *nature de classe* des pays socialistes, de la métamorphose précoce du projet d'auto-émancipation en tentative de constitution d'un nouvel ordre social postcapitaliste où domine une nouvelle classe, puis ses contradictions internes. Seule l'histoire concrète de ces formations sociales peut rendre compte de leur incapacité à déboucher sur des formes économiques et politiques susceptibles de durer. Cette incapacité n'était pas une donnée originelle du problème ou on ne peut la postuler préalablement à l'analyse, mais elle s'affirma comme un aboutissement dont les déterminants doivent être mis en évidence. Les échecs politiques et économiques de ces pays sont inséparables. Ils constituent deux facettes du même processus.

1.4 Le cadrisme et l'abolition des classes

La thèse d'un possible mode de production postérieur au capitalisme est bien une objection majeure à celle de Marx concernant le passage nécessaire vers une société sans classes sous la conduite du prolétariat. Elle ne réfute pas cependant la théorie de la succession des modes de production, mais la prolonge. Elle ne nie pas non plus la pertinence de l'objectif d'abolition des classes mais s'efforce d'en régénérer le sens. Les marxistes doivent se garder d'une attitude schizophrène combinant, d'une part, le culte passéiste des reliques d'un système, et, d'autre part, son rejet global dans leurs pratiques tant politiques que théoriques. Une autre lecture erronée de ces analyses serait d'en déduire la nécessité d'un attentisme historique. La question de l'abolition des classes ne pourrait être posée qu'au-delà du cadrisme, lorsqu'il sera venu à son terme historique !

Le point essentiel est celui de la dynamique historique de ce mouvement. Pousse-t-il la division du travail jusqu'à des degrés d'acuité et des formes qui la rende quasi irréversible, ou produit-il les conditions de son propre dépassement, de la redéfinition du statut de l'expertise et de sa relation au pouvoir. En d'autres termes, toutes formes de cadrisme ne sont pas équivalentes, par ce qu'elles sont et par les évolutions historiques qu'elles commandent. C'est là que se trouve le véritable enjeu des luttes contemporaines, comme dans la Russie des années 1920.

2 - Les trois étapes d'une voie radicale au-delà du capitalisme

La démarche de cette partie est chronologique. La section 2.1 est consacrée à la conquête du pouvoir (avant 1917 et jusqu'à la NEP, pour la Russie— avant 1949 et jusqu'à la nouvelle démocratie, pour la Chine). La section 2.2 traite de la NEP et de la nouvelle démocratie, dénommés *compromis de l'arriération*. La section 2.3 couvre la formation des États centralisés et autoritaires typiques des pays socialistes, jusqu'à l'échec des réformes.

2.1 Les cadres et la conquête du pouvoir

Comment une avant-garde révolutionnaire se transforma-t-elle progressivement en nouvelle classe dominante? Quels furent les déterminants fondamentaux de ce mouvement: nécessités de l'organisation d'une économie moderne ou stratégie politique d'un groupe social spécifique? Cette section examine tour à tour ces deux questions.

2.1.1 De l'avant-garde vers le pouvoir

Les expériences de la Russie et de la Chine firent, l'une comme l'autre, la démonstration d'une même logique d'avant-gardisme. Une avant-garde, marchant très en avant, conduisit un processus historique formidable, où le dépassement du capitalisme était identifié à l'abolition des classes. La Russie et la Chine illustrèrent cependant, toutes les deux à leur manière, la propension de l'avant-garde à l'exercice pur et simple du pouvoir.

Le bolchevisme de 1917 était déjà sensiblement différent de celui d'avant la victoire. Pendant l'année 1917, les bolcheviks avaient pris progressivement la tête d'un mouvement révolutionnaire qu'ils n'avaient pas créé (février 1917) mais dont ils captèrent la radicalisation (octobre 1917). Ce nouveau bolchevisme était plus large, plus composite que celui d'avant 1914; il était même, par certains côtés, ce "parti débolchevisé" dont parla Trotsky. Il portait en lui diverses orientations, notamment une forme de social-démocratie de gauche à l'occidentale et des tendances anarchistes, mais aussi de fortes tendances autoritaires très visibles chez Lénine dès 1902 ou surtout en 1917.

L'installation de l'avant-garde révolutionnaire au pouvoir ne réglait pas encore clairement le problème du devenir à plus long terme de l'expérience conduite par les bolcheviks. La lutte paysanne ne rejoignait pas la révolution radicale urbaine, et n'entraînait pas dans les normes de la révolution socialiste. La présence ouvrière se faisait sentir fortement dans le parti. L'autonomie de l'avant-garde était tempérée par des liens encore importants avec les forces populaires dans les soviets.

La guerre civile (1918-1921,22) transforma rapidement les données du problème, appauvrissant encore la structure sociale⁹. Bien des potentialités et des espoirs ouverts en 1917 s'évanouirent. La guerre détruisit très largement les éléments de modernité économique et sociale que la Russie avait laborieusement élaborés avant 1914, laissant un pays

9. M. Lewin, "The Civil War. Dynamics and Legacy", in D. Koenker, W. Rosenberg, R. Suny (éd.), *Party, State, and Society in the Russian Civil War: Explorations in Social History*, Bloomington: Indiana University Press, 1989, p. 399-433.

plus rural qu'en 1914 ou 1917. Dans le pays ruiné, ne demeuraient fondamentalement que deux forces sociales, le bolchevisme et l'immensité paysanne, séparées par une distance considérable. Le bolchevisme s'était militarisé et surtout étatisé. Il tirait sa force de l'État qu'il avait construit et de l'élite dont il l'avait doté. Il était animé par une forte volonté de modernisation. En face de lui, coupé de lui, se trouvait une vaste paysannerie, qui avait reconstitué ses structures traditionnelles, celles du *mir*, qui avait recomposé une Russie du passé, indifférente au modernisme, malgré les potentialités que recélait la fraction la plus aisée.

L'attente d'une révolution internationale qui relayerait et soutiendrait la jeune révolution russe donna à la période (1917 et les quelques années suivantes) une grande ouverture. Les incertitudes concernant la révolution internationale planèrent encore quelque temps sur la situation intérieure, mais dès 1921, et plus encore à partir de 1923, la possibilité de ce recours extérieur s'éloigna. Une construction d'un type nouveau se préparait, où l'héritage du socialisme du XIX^e siècle et de la Deuxième Internationale devait se plier au contexte précis induit par l'état de la Russie, tout particulièrement après la guerre civile.

Les cadres révolutionnaires avaient été les animateurs de la révolution, ils allaient désormais se métamorphoser en organisateurs de la marche vers la modernité. Il ne s'agissait plus de conduire une lutte révolutionnaire, mais d'édifier l'économie, de construire de nouvelles relations sociales. Ces cadres ne trouvaient pas en face d'eux une classe de techniciens et de gestionnaires, ils devaient la créer, quitte à utiliser les compétences des anciennes classes dirigeantes. *Les évolutions ultérieures du pays allaient être dominées par les trajectoires, les transformations et les tensions des cadres, notamment du parti, les véritables détenteurs de toute initiative.* C'est dans ce sens que l'on peut parler de *cadrisme*. L'arriération de la Russie, combinée à l'héritage des luttes révolutionnaires, n'avait pas tant déterminé cette issue que ses caractères : en ce début des années 1920, il s'agissait de la montée d'un cadrisme politico-militaire relativement homogène, adossé à l'État nouvellement construit.

En Chine, comme en Russie, une avant-garde révolutionnaire fut au centre de l'animation des luttes. La spécificité du maïsisme dans ce contexte a été maintes fois analysée. Mao fit des militants communistes urbains, les animateurs du monde paysan pauvre, donc de la majorité de la population chinoise. Il ne faut pas commettre d'erreur d'appréciation à cet égard : il s'agissait bien d'un commandement d'une avant-garde urbaine sur le monde paysan, et non d'une révolution paysanne. Mao avait bien eu quelques espoirs dans ce sens au milieu des années 1920 et pendant la révolution de 1925-1927, mais il avait dû déchanter. Selon une vision très classiquement marxiste-léniniste, il constata alors que la paysannerie devait être animée par des forces extérieures au monde agricole, afin de dégager son potentiel révolutionnaire¹⁰. La nature de cette relation entre la paysannerie et les militants était tout à fait claire dans l'esprit de Mao lorsqu'il dirigea le Parti Communiste Chinois (PCC) à partir du milieu des années 1930, puis se trouva placé à la tête d'un mouvement révolutionnaire victorieux dans les années 1940. Le PCC, parti de cadres d'origine intellectuelle et urbaine, animait, encadrait, poussait, parfois freinait, une paysannerie dotée alors d'aucune spontanéité révolutionnaire et demeurant étrangère au projet de bouleversement et de modernisation de la Chine propre au noyau révolutionnaire dirigeant. Après 1927, la classe ouvrière participa peu à ces processus. La constitution d'une élite cadriste fut ainsi très précoce en Chine, même antérieure à la victoire de 1949. Gestionnaire de plusieurs zones

10. R. Lew, *L'intellectuel*, op. cit. note 2, ch. I et II, p. 11-89.

étatiques rouges avant 1949, elle revêtit dès l'origine des caractères politiques, hiérarchisés, militaires et étatiques. Il s'agissait d'une élite dirigeante très dynamique et endurcie, déjà engagée dans la répression des contestataires et opposants.

On ne sait s'il faut insister sur les points communs ou les différences entre ces premières étapes de la construction socialiste en Russie et en Chine, mais il est clair que le contexte national joua un rôle considérable en Chine. L'animateur de ce mouvement, Mao, était certainement un des cadres communistes chinois les moins influencés par l'expérience soviétique et les plus désireux de protéger l'indépendance de la révolution et de la nation.

Il serait vain de faire *a posteriori* un éloge naïf de la spontanéité. Partant de la constatation de la nécessité d'une avant-garde, reste cependant à faire la démonstration que la marche en avant produit bien l'effet escompté, sinon à chaque pas, du moins à certaines étapes. Les dirigeants révolutionnaires, engagés dans la construction d'une société nouvelle, ne peuvent revendiquer l'altruisme à *perpétuité*. Le choix n'est pas entre la spontanéité et le dirigisme, mais met en jeu les options prises, dont seule l'histoire concrète peut signaler le contenu émancipateur : des conquêtes sous influence mais auxquelles le monde ouvrier s'identifierait à plus ou moins brève échéance. Le critère de la dérive de l'avant-garde vers le pouvoir se trouve ainsi dans le résultat, dans les caractères de la société mise au monde. Pouvait-on encore douter d'une dérive cadriste dans la Russie des années 1920 ou dans la Chine des années 1950 ?

2.1.2 Nécessités de l'efficience ou projet d'une nouvelle classe ?

Cette dialectique très subtile de l'avant-gardisme et de la conquête du pouvoir, ce que l'on peut appeler *substitutisme*, renvoie aux analyses du *Que faire ?* de Lénine. Dans ce texte, Lénine identifiait la tendance ouvrière au *trade-unionisme*¹¹ : “[...] notre tâche, celle de la social-démocratie est de combattre la spontanéité, de détourner le mouvement ouvrier de cette tendance spontanée qu'a le trade-unionisme à se réfugier sous l'aile de la bourgeoisie, et de l'attirer sous l'aile de la social-démocratie révolutionnaire¹²”. La “conscience social-démocrate révolutionnaire”, ne peut venir aux ouvriers que “du dehors”, c'est-à-dire des “intellectuels révolutionnaires socialistes”¹³. Lénine en tira les conséquences, donnant à ces “intellectuels révolutionnaires” un rôle essentiel dans la préparation et l'animation révolutionnaire du pays.

C'est donc la nécessité de l'efficience dans la conduite du projet révolutionnaire qui conduisit Lénine à privilégier le rôle d'une avant-garde, ouvrière sans doute, mais clairement désignée également comme intellectuelle. Cette analyse conférait ainsi à des intellectuels radicalisés, une fonction de révélation des aspirations du monde ouvrier. Mais il s'agissait d'intellectuels sortis de leur milieu et transformés en une catégorie sociale nouvelle : le militant d'avant-garde d'un parti discipliné. Lénine reprenait en fait une conception déjà largement présente dans la Deuxième Internationale, l'adaptant aux conditions de la Russie où les classes du capitalisme moderne étaient encore mal établies.

11. “L'aspiration générale à obtenir de l'État des mesures susceptibles de remédier aux maux inhérents à leur situation, mais qui ne supprime pas [...] la soumission du travail au capital”, V. Lénine, “Que faire ?” (1902), *Œuvres, tome 5*, p. 353-542, Paris : Éditions sociales, 1976, p. 394.

12. V. Lénine, *ibid.*, p. 392.

13. Tout comme la doctrine socialiste avait été élaborée par des “intellectuels bourgeois”, comme Marx et Engels (V. Lénine, *ibid.*, p. 382).

L'arriération sociale autant qu'économique de la Russie au début du XX^e siècle donnait à ces options un contenu tout à fait spécifique. Il n'existait pas en Russie de classe d'organiseurs au sens du capitalisme moderne, mais une intelligentsia plutôt modeste et réduite en nombre, pourtant convaincue de son rôle historique. Le recours à cette couche se situait dans le prolongement direct de la tradition populiste. La nouvelle élite révolutionnaire se formerait d'autant plus facilement que la tradition du populisme russe, qui avait incarné pendant une partie du XIX^e siècle l'opposition au tsarisme, avait attribué aux intellectuels radicalisés un rôle considérable dans l'animation du peuple¹⁴.

Le courant bolchevique, qui se créa en 1903, à l'intérieur de la social-démocratie marxiste, sous l'impulsion énergique de Lénine, prolongea, malgré les apparences, cet héritage populiste. Au centre de la problématique de Lénine d'avant 1914, se trouvait, de façon plus implicite qu'avouée, le constat des manques de la modernité sociale : la grande fragilité des classes, tant ouvrière que bourgeoise, indispensables à la modernisation post-féodale. Faute d'une intervention consciente et active de la bourgeoisie, et *a fortiori* de la classe ouvrière, les intellectuels révolutionnaires devaient être les porteurs de cette action politique¹⁵. D'où le rôle décisif du parti regroupant dans cette avant-garde les intellectuels révolutionnaires et la fraction la plus avancée du prolétariat. Dans cet avant-gardisme, il s'agit tout autant de se protéger des tendances spontanées trade-unionistes et petites bourgeoises du monde ouvrier, que d'organiser le combat de la classe ouvrière. Il porte donc en lui une composante substitutiste, très accentuée dans le *Que faire ?* de 1902, qui tendra à s'atténuer entre 1905 et 1907.

Le rôle des intellectuels prit également appui, en Chine, sur des évolutions antérieures. Toute la trajectoire révolutionnaire de la première moitié du XX^e siècle avait été dominée par la figure des intellectuels. Ils avaient subi une double transformation. Le passage du lettré-mandarin traditionnel à l'intellectuel moderne, une nouveauté dans la société chinoise, s'étaient accompli à vive allure entre la fin du XIX^e siècle et les années 1920. C'est sans doute encore plus rapidement qu'en Russie, que s'était opérée la transition de cet intellectuel au militant dirigeant d'un parti d'avant-garde communiste, à visée moderniste et postcapitaliste.

La prééminence des cadres fut, en Chine, d'abord l'expression de la position que s'attribuèrent les intellectuels à la tête de la nation. Ce mouvement fut considérablement renforcé par l'absence d'une forte couche sociale urbaine susceptible d'animer le bouleversement d'un pays en pleine déliquescence, une transformation que beaucoup, dans les villes, appelaient de leurs vœux.

Il serait facile à partir de là de voir dans le projet révolutionnaire lui-même l'expression d'une volonté d'émancipation d'une couche sociale, distincte du prolétariat, et fortement conditionnée par ses propres conceptions et intérêts. *La nécessité d'une conduite efficace des luttes révolutionnaires aurait ainsi rejoint les aspirations d'une classe en voie de formation.*

14. Marx avait déjà été confronté à ce problème de l'arriération. Mais l'avait-il résolu ? Face aux interrogations de Vera Zassoulitch concernant la Russie, il s'était fait l'avocat de la régénération du *mir* (T. Shanin, *Late Marx and the Russian Road : Marx and "the Peripheries of Capitalism"*, Londres : Routledge and Kegan Paul, 1983).

15. C. Ingerflom, *Le citoyen impossible : Les racines russes du léninisme*, Paris : Payot, 1988.

2.2 Le compromis de l'arriération

Une fois parvenus au pouvoir, les dirigeants révolutionnaires des deux pays se trouvèrent naturellement confrontés à la tension qui existait entre un projet moderniste, et l'arriération économique et sociale. Une chose était acquise dans la continuité de l'étape précédente : le pouvoir politique serait exercé par les dirigeants révolutionnaires. Mais que faire sur le plan économique ? Dans les deux cas, la décision fut initialement prise d'une phase de transition, donc de compromis avec l'ordre capitaliste et marchand ancien. Ce fut la NEP en Russie et la *nouvelle démocratie* en Chine.

2.2.1 La NEP et le projet cadriste

Un intéressant mélange de réalisme et d'ambition caractérisa les choix opérés dans les années 1920 par les bolcheviks, sous l'impulsion initiale de Lénine. Le réalisme consista à accepter le compromis avec l'ordre capitaliste, requis par l'arriération des forces productives. L'ambition fut de choisir d'entrée de jeu de reproduire dans la grande industrie les formes les plus avancées de l'organisation capito-cadriste à l'allemande ou à l'américaine. Le nouveau pouvoir devait à la fois faire le travail que la bourgeoisie n'avait pas accompli et préparer l'étape ultérieure. De plus l'économie sortait ruinée de la guerre civile. Ce projet de Lénine se plaçait directement dans la continuité de sa vision de la société russe d'avant 1914, notamment son insistance sur la gravité de l'arriération, donc sur le risque, qu'il redoutait, d'un retour à la "barbarie de type asiatique"¹⁶.

Ces deux caractères de la période définissent des aspects bien distincts de l'action des bolcheviks. D'une part, ils acceptaient de cohabiter pour une période plus ou moins longue avec des éléments capitalistes. D'autre part, il faisait le choix de l'organisation cadriste du capito-cadriste moderne. C'était s'engager : (1) dans le cadrisme ; (2) dans un cadrisme moderniste, ciblé sur l'efficacité. L'abandon de la NEP en Russie ou de la nouvelle démocratie en Chine allait, plus tard, signifier un double changement, la fin du compromis avec les capitalistes et le virage vers un cadrisme autoritaire.

Pour Lénine, il ne faisait aucun doute qu'il fallait importer la technique et l'organisation des pays capitalistes avancés¹⁷. Le capitalisme d'État, selon le modèle allemand de la Première Guerre mondiale était perçu comme l'antichambre naturelle du socialisme. On l'a rappelé : cette idée renvoyait à certaines analyses de Marx lui-même qui voyait dans la grande entreprise dirigée par des cadres salariés une préfiguration du collectivisme¹⁸. La Deuxième Internationale avait considérablement développé cette vision, caractérisant le socialisme d'un point de vue économique comme la rationalisation du capitalisme : le capitalisme préparait directement le socialisme.

En faisant le choix de la technique et de l'organisation capitalistes les plus avancées, Lénine n'adoptait-il pas la seule attitude acceptable ? *Mais il entraînait du même coup les intellectuels révolutionnaires, devenant cadres, vers un processus de concentration des*

16. C. Ingerflom, *ibid.*

17. "Le socialisme est impossible sans la technique du grand capitalisme, conçue d'après le dernier mot de la science la plus moderne [...]. Nous, les marxistes, nous l'avons toujours affirmé ; quant aux gens qui ont été incapables de comprendre au moins cela (les anarchistes et une bonne moitié des socialistes-révolutionnaires de gauche), il est inutile de perdre même deux secondes à discuter avec eux." (V. Lénine, "Sur l'infantilisme "de gauche" et les idées petites-bourgeoises" (1918), *Œuvres, tome 27*, p. 337-370, Paris : Éditions sociales, 1976, p. 355).

18. G. Duménil, D. Lévy, *Au-delà du capitalisme ?*, *op. cit.* note 1, ch. 3.

initiatives entre leurs mains. Cette option eut une conséquence majeure : à la dépossession politique s'ajoutait la perpétuation de la dépossession économique dans le capitalisme.

Les cadres géraient les entreprises et l'économie sous le contrôle du parti. La prétention d'agir au nom du prolétariat, reposait entièrement sur le postulat de représentation des intérêts de cette classe, par le parti et, jusqu'au début des années 1920, par certaines organisations populaires (syndicats, sociétés...). D'ailleurs, aucun doute n'était permis, puisque, selon le marxisme traditionnel, seulement deux options étaient ouvertes : capitalisme ou socialisme. S'évader de l'un, c'était pénétrer dans l'autre, quels que soient les problèmes ou imperfections du système mis en place. La poursuite de l'émancipation du prolétariat reposait sur une démarche altruiste, ou prétendue telle, celle d'une avant-garde agissant pour les masses. Mais il était pourtant jugé impossible de donner à cette représentation une assise véritablement démocratique, pour des raisons liées au manque de conscience révolutionnaire des masses ou aux trop fortes tensions sociales, nationales et internationales. La poursuite de ce projet impliquait la domination sans partage du parti communiste sur les leviers de commande.

Ce projet ne fut qu'esquissé par Lénine durant la brève période d'activité qui lui restait (de 1921 jusqu'au début de 1923), et rencontra nombre de résistances au sein du parti. Après sa mort, ce fut Boukharine qui, parmi les bolcheviks, poussa le plus loin la logique de la NEP comme étape de longue durée, permettant de construire un cadrisme efficient, coiffé par un État garant du pouvoir populaire. Dans les faits, les choses sont moins claires, et les batailles dans le parti reflétèrent les incertitudes sociales du moment et la difficulté de la tâche. La NEP permit à l'économie de se redresser, mais l'économie restait fragile.

La situation politique et sociale demeura ainsi incertaine pendant la NEP. Face à une société urbaine assez passive, la paysannerie vivait dans un monde à part, relativement satisfaite de son sort depuis la distribution de la terre et l'obtention de la paix. Elle était peu concernée par les options et les discours du régime ainsi que par le peu qui lui était proposé (en fait, presque rien de tangible). Au milieu des années 1920, le parti communiste, dont le soutien était essentiellement urbain, cherchait son orientation, tendant à consolider sa position sociale par un projet cohérent.

2.2.2 *La nouvelle démocratie*

La phase de la *nouvelle démocratie*, de 1949 à 1952 (en théorie jusqu'en 1955-1956), fut la version chinoise de la NEP. Il s'agissait d'une alliance entre les cadres politiques du nouveau régime qui devaient prendre en main les hauteurs du pouvoir, et une bourgeoisie chinoise, à qui était délégué un certain pouvoir économique. Ce secteur privé était supposé se développer selon les règles du capitalisme avancé, en parallèle avec un fort secteur étatique. Ce compromis se justifiait par le désir de séduire les couches urbaines dans les dernières étapes de la révolution, mais surtout par le constat de l'impossibilité de construire le socialisme, comme système postcapitaliste avancé, dans un pays arriéré tant sur le plan économique que sur le plan social (un retard encore plus accentué que celui de la Russie). Comme en Russie, cette phase, conçue initialement pour durer, fut éphémère.

2.2.3 Compromis et choix d'une trajectoire cadriste

L'importance de ces étapes de compromis fut sans doute considérable. Sortis de la phase d'affrontement radical, pas encore engagés sur une voie bien déterminée et stabilisée, les bolcheviks exploraient pour la première fois ces itinéraires, dans un contexte de très grande incertitude.

Quels étaient les enjeux ? La question du degré et des formes du compromis avec les classes de l'ordre social ancien — capitalistes industriels, paysans propriétaires et petits commerçants et artisans — était en elle-même importante, mais elle comptait encore davantage comme expression de la voie que les cadres allaient choisir dans la consolidation de leur pouvoir, tant politique qu'économique. C'est dans cette conjoncture historique qu'allait se déterminer la forme spécifique de la société cadriste en construction.

Deux grandes options sont apparues historiquement selon des modalités tout à différentes. L'une, la seconde chronologiquement, fut la voie despotique stalinienne, celle qui s'est illustrée historiquement, parce qu'elle a prévalu, et qui a donné au *socialisme réel* ses caractères. On peut attacher l'autre au nom de Boukharine, puisqu'il en fut le principal défenseur, du moins à cette étape historique. Mais il est frappant de constater qu'à chaque fois que la question des réformes refit surface, des tentatives des années 1960 et 1970 jusqu'à la perestroïka, c'est toujours, implicitement ou explicitement, à cette époque de la NEP, qu'il est fait référence¹⁹. La même problématique est apparente dans les réformes de l'ère Deng en Chine. Il faut en revenir à des formes de compromis avec les anciens rapports de production, qu'il s'agisse de la coexistence de plusieurs secteurs, publics, privés ou coopératifs, ou qu'il s'agisse d'ajuster les critères de fonctionnement, de gestion, des entreprises, leur relation au centre, leur autonomie, la décentralisation, etc. Tous ces aspects étaient déjà au cœur des analyses de Boukharine.

En ensemble de questions sont ainsi soulevées : les cadres pouvaient-ils s'engager sur une autre trajectoire que celle ouverte par le stalinisme ? le pouvaient-ils politiquement et économiquement ? selon quelles modalités ? *C'est la forme du cadriste qui était ici en jeu*. Elle commandait son futur, parce que ces choix conditionnaient son succès potentiel. Mais elle gouvernait également, de manière indirecte et influencée par de nombreux autres éléments qu'on ne tentera pas d'analyser ici, la marche vers l'abolition des classes.

2.3 Volontarisme et bureaucratisme

Comme on le sait, il fut brutalement mis fin au compromis qu'incarnait la NEP. S'ouvrit alors une nouvelle période renforçant le pouvoir de la nouvelle classe de cadres, tant vis-à-vis des capitalistes que des travailleurs, avec une nette prééminence d'une de ses fractions, celle des cadres politiques, mais des cadres politiques de plus en plus impliqués dans la construction économique. Allaient alors coexister de manière contradictoire, deux tendances : l'une à la mobilisation politique volontariste, l'autre à la normalisation bureaucratique. Mais jamais ne fut établi un ordre privilégiant une action cadriste efficiente, notamment technique et gestionnaire. On peut distinguer au moins trois sous-périodes :

1. La première correspondit à la mise en place du nouvel ordre social. Elle s'accompagna d'une répression brutale à l'adresse des nostalgiques d'un contrôle ouvrier ou de compromis

19. M. Lewin, *Political Undecidements in Soviet Economic Debates. From Bukharin to the Modern Reformers*, Londres : Pluto Press, 1975.

antérieurs, ou directement de travailleurs indociles ou revendicatifs. On peut caractériser son style d'action comme volontariste et fondé sur la propagande, mais aussi comme une idéologie de mobilisation populaire, de modernisation socialiste, voire de régénération de la nation. C'était là le mode de gouvernement d'une *fraction restreinte de cadres politiques*, exprimée à travers le pouvoir d'un homme : Staline.

2. Avant même la mort du dictateur, s'amorça une seconde période de normalisation, où s'esquissa un certain élargissement du pouvoir vers *un groupe plus étendu de cadres politiques, administratifs et, dans une certaine mesure, techniques*. Les procédures de ce contrôle social peuvent être qualifiées de bureaucratiques. Elles restaient autoritaires et policières, mais certaines règles émergeaient, contrastant et avec l'arbitraire précédent et s'y opposant.

3. Enfin, l'échec des réformes marqua l'impossibilité d'un pouvoir collectif et équilibré des cadres, y compris les techniciens et gestionnaires, et de la métamorphose correspondante des modes de gouvernement. Cet échec sonna le glas du système, dont la faiblesse par rapport au capitalisme devenait de plus en plus évidente, malgré la crise commencée dans les années 1970. Il s'agissait moins d'un échec absolu que relatif.

Encore une fois, le parcours de la Chine fut en partie similaire, en partie spécifique. La pesanteur du modèle soviétique s'avéra très forte, prenant la forme d'un retour récurrent à l'ordre au fil des offensives maoïstes, le Grand bond et la Révolution culturelle.

2.3.1 *Stalinisme, normalisation bureaucratique et échec des réformes*

Il y a de nombreux éléments intelligibles dans le stalinisme, si on le replace dans la continuité des hypothèses avancées au début de cette étude. L'expérience des pays socialistes, d'abord celle de l'URSS, s'analyse comme une tentative de construire une société postcapitaliste consacrant le pouvoir d'une nouvelle classe dominante, celle des cadres. Partant d'une situation d'arriération, il n'est guère surprenant qu'un compromis ait été recherché avec des composantes de l'ordre social antérieur. On peut également comprendre la prééminence des cadres politiques, le produit des luttes antérieures. La classe des cadres en tant que telle, dans son ancrage dans les rapports de production et les rapports sociaux en général, n'existait pas en tant que telle : elle restait largement à constituer. Une telle classe embryonnaire ne pouvait conduire le mouvement historique et notamment assumer le pouvoir politique. Ce n'était pas une nouvelle classe déjà bien assise dans la réalité économique et sociale de l'époque, qui se portait au pouvoir, en utilisant à son avantage la force des luttes populaires, mais une minorité agissante qui, en mettant les choses au mieux, aurait pu créer les conditions nécessairement longues et laborieuses de l'émergence de cette classe, sous le couvert de la construction de la société sans classes.

La montée du stalinisme peut ainsi s'interpréter de la manière suivante :

1. L'entreprise sociale, conduite par le haut, prit naturellement la forme d'un rassemblement des forces de la nation autour d'un projet présenté comme d'intérêt général, une mission historique : rattraper le retard, sortir de l'arriération. L'idéologie et la tonalité de la période furent la mobilisation en vue de tâches grandioses, celle d'une nation sortie de sa léthargie sous la houlette d'une élite étatiste. Ce projet rencontra un écho considérable dans la population urbaine et à l'extérieur du pays. Dans cette confusion, aucune stabilisation ne sembla d'abord possible, ni celle de l'élite cadriste, ni celle des populations en général. On peut y déceler une grande improvisation, un aspect chaotique, un ajustement sans

cesse répété des objectifs aux réalités. L'Union Soviétique fut ainsi prise dans un tourbillon perpétuel aux lieux et places d'une planification ordonnée.

2. C'est une classe dirigeante qui entraîna une société soit rétive, la paysannerie, soit passive, comme une grande partie de la population des villes, soit davantage partie prenante dans ces bouleversements, comme certaines sections du monde ouvrier ou plus généralement certaines minorités urbaines. Les cadres techniques, qu'une dérive capito-cadriste ne menaçait pas (qui auraient trouvé leur place dans une telle société), furent fréquemment mis en accusation et identifiés au passé.

3. On l'a dit, les conditions sociales et économiques ne rendaient pas concevables des formes démocratiques de gouvernement : le pouvoir fut monopolisé par un parti-État. L'expérience des pays capitalistes dans les situations de tensions sociales fortes nous prépare même à l'idée qu'il se soit concentré entre les mains d'un individu. Dans une société de classe, seule la paix sociale permet la démocratie. C'est une propriété que partagent capitalisme et socialisme.

Ce qu'il est, par contre, plus difficile de saisir, c'est l'extrême violence de ces processus et les raisons qui guidèrent certains choix opérés. Pourquoi le compromis antérieur avec l'ancien ordre capitaliste fut-il brisé aussi radicalement et soudainement, en particulier à la campagne et dans le petit commerce? La voie tracée par la NEP était-elle impossible à poursuivre? S'agissait-il d'une crise économique ou politique, des deux à la fois? Pourquoi les tensions à l'intérieur du parti atteignirent-elles ce degré d'acuité? On peut mettre en cause la personne de Staline. Il est pourtant frappant de constater que ce modèle soviétique tendit à se reproduire dans d'autres pays dans diverses conditions, comme le montre l'exemple chinois — ce qui pousse à chercher des raisons plus fondamentales.

Peut-on caractériser la période stalinienne comme celle de la domination d'une classe de cadres, ou d'une fraction d'une telle classe? La réponse à cette question est nécessairement ambiguë du fait de l'arriération du pays, des hésitations et de la forme despotique du pouvoir, mais elle est néanmoins positive. Les années 1930 furent marquées par des apprentissages laborieux, celui du métier de gestionnaire et de maître des usines et du monde social par les nouveaux et souvent jeunes cadres de l'économie soviétique, dans le contexte d'une planification mal préparée, mal maîtrisée et quelquefois irréaliste. La nouvelle classe dominante apprenait en fait son métier et à garantir ses intérêts particuliers face à un monde populaire maintenu dans un état d'atomisation, mais qui n'était pas totalement passif. D'ailleurs, les cadres durent soit s'adapter aux tendances et pressions venues des masses, ou directement les contrecarrer lorsque ces aspirations étaient peu compatibles avec les besoins et objectifs du régime. L'imposition d'une discipline du travail prit ainsi les allures d'une contre-révolution antipopulaire. A la fin des années 1930 et dans les années 1940, la punition des infractions à la discipline du travail représentait une part croissante de l'activité répressive, moins sanglante cependant que celle de la grande terreur. Les cadres se trouvèrent également confrontés au pouvoir despotique d'en haut, capricieux, instable et déstabilisateur. Ce pouvoir central bloquait dans une large mesure la volonté de normalisation bureaucratique et de fixation des règles de vie de la nouvelle classe dirigeante. Le parti tendait certes à devenir celui des gestionnaires, mais ceux-ci demeuraient soumis aux pressions du cadrisme politique du centre, d'une minorité incarnée par Staline, refusant toute stabilisation et n'hésitant pas à remplacer les gestionnaires, pendant les grandes purges, par une hiérarchie politico-policière. Les intérêts divers et parfois contradictoires de la nouvelle classe ne parvenaient pas à s'exprimer, du fait de la rigueur du pouvoir

stalinien et faute d'institutions adéquates. Des stratégies de défense des intérêts cadristes commencèrent cependant à se manifester²⁰.

De ce chaos économique et social, expression de la création d'une société nouvelle dans une extrême tension, sortit cependant un nouveau compromis. De larges fractions de la nouvelle classe dirigeante prirent progressivement conscience de leurs intérêts et de la manière de les défendre. Elles imposèrent leurs normes à tous, même au guide suprême. Dans les années 1950 après la mort de Staline, et surtout après l'arrivée de Brejnev au pouvoir en 1964, on a pu parler d'âge d'or de cette nouvelle classe, souvent qualifiée de *bureaucratie*. C'est l'époque d'un certain pluralisme parmi les cadres, où les diverses fractions de la nouvelle classe (politique, technique, militaire, dirigeants des régions, représentants du pouvoir central) fonctionnaient comme des groupes d'intérêts capables de faire entendre leur voix, dans une certaine mesure, et de promouvoir leurs intérêts par divers canaux²¹. Bien entendu, ce pouvoir collectif demeurait très inégalitaire. Il était caractérisé par le pouvoir tatillon et inefficace de cadres politiques et administratifs, coulant une chape de plomb sur l'économie et la société tout entière. C'était le degré ultime d'expression des tensions internes au sein de la nouvelle classe dirigeante, au-delà desquels le pouvoir des fractions politiques et administratives était largement compromis. C'est un seuil qui ne fut jamais franchi (du moins, avant la fin des années 1980).

Dans les années 1960 et surtout 1970, le système soviétique était de plus en plus en crise. Mais était-il réformable selon une logique cadriste plus avancée ? Les réformes peuvent être interprétées comme une tentative de retour à une logique boukharinienne, même si le terme est tabou. Il ne s'agit de rien d'autres que de la mise en place d'un cadrisme cohérent, développé, contre des variantes bureaucratiques. L'échec de ce projet, évident dès le début des années 1970, scella le destin du système soviétique, en perpétuant l'âge d'or du bureaucratisme et la sclérose dont il est porteur.

Le réformisme propre à Gorbatchev ne différait guère en inspiration du précédent (présenté comme un retour à la NEP de Lénine). Il reposait sur une alliance entre une fraction des cadres politiques et un vaste secteur intellectuel, des cadres techniques et scientifiques. Était-il trop tard ? Le cadrisme politique étouffa finalement la nouvelle force sociale moins motivée qu'on aurait pu l'attendre. Suspendue dans le vide social, le projet de réforme se décompose.

2.3.2 La reproduction du modèle soviétique en Chine et les offensives maoïstes

En Chine, comme en URSS, l'abandon du compromis avec l'ordre capitaliste fut très soudain. La phase de la *nouvelle démocratie*, qui devait être de longue durée, fut officiellement abandonnée vers 1955-1956 (en fait la bourgeoisie chinoise fut détruite ou réduite à l'impuissance dès 1952). Le contexte historique peut expliquer en partie cette rupture, en particulier la guerre de Corée et l'isolement international de la Chine qui n'avait plus que le soutien du camp socialiste. Mais l'essentiel résulta de la force dynamique des cadres politiques qui dirigeaient le pays d'une main de fer et qui pensaient détenir un modèle crédible de développement dont ils pouvaient assurer la direction : le modèle soviétique.

20. M. Lewin, "The Civil War", *op. cit.* note 9.

21. H.G. Skilling, F. Griffiths, *Interest Groups in Soviet Politics*, Princeton : Princeton University Press, 1971 ; J. Hough, "Political Participation in the Soviet Union", *Soviet Studies*, XXVIII (1976) p. 3-20 ; D. Lane, *Politics and Society in the USSR*, Londres : Martin Robertson, 1978.

Dans les quelques courtes années de mise en place du premier plan quinquennal, c'est un encadrement de type soviétique qui dirigea le pays politiquement et économiquement. La domination des cadres politiques du centre fut très forte vis-à-vis des cadres techniques, mais ceux-ci étaient cependant bien représentés dans le gouvernement par les ministères chargés de l'économie et de la planification. Certes, la reproduction de ce modèle soviétique favorisa l'essor de la nouvelle classe, mais il était à de nombreux points de vue, encore plus mal adapté aux conditions de la Chine, nécessitant des modifications significatives. Mao, allié à une partie des dirigeants, était bien conscients de ces problèmes. Il conquist une autonomie d'action dans le domaine de la construction économique à partir de la collectivisation des terres qu'il imposa au parti en 1955-1956.

La vision de Mao concernant la construction du socialisme était, à bien des égards, très particulière : il était séduit par la modernité mais enfermé dans certains archaïsmes. Par ailleurs, il était, d'une part, l'animateur d'une révolution conduite par des cadres, mais d'autre part, il était hanté par le risque de pétrification du PCC et de ses dirigeants. On peut caractériser son point de vue comme celui d'un cadrisme inlassablement mobilisateur du peuple des villes et des campagnes, mais assez opposé à l'expertise technique et à la stabilisation du nouveau pouvoir.

Même si ses méthodes furent différentes, Mao, comme Staline, fut à la fois le grand dirigeant de la nouvelle classe de cadres, et son plus grand déstabilisateur. Comme Staline, les voies qu'il ouvrit furent celles d'un volontarisme, exprimant la nostalgie des grands moments du processus révolutionnaire. C'est ce que montrent les deux expériences du *Grand bond en avant* et de la *Révolution culturelle*, sur une période qui couvre environ une décennie (1958-1969) :

1. Le Grand bond se voulait une voie chinoise vers le socialisme, distincte de la voie soviétique. Il se présentait comme un prodigieux effort volontariste de rattrapage du retard économique. En tant que projet maoïste, il combinait un projet moderniste et des moyens non modernes (la mobilisation des centaines de millions de bras de la paysannerie). Ce fut un formidable processus d'encadrement : de mobilisation de la population par des cadres, eux-mêmes motivés par la pression exercée par la direction du parti autour de Mao. L'aspect principal de ce mouvement fut la création des communes populaires, c'est-à-dire un projet de rationalisation de la vie économique agricole sous le contrôle des cadres locaux, les maîtres des villages. Derrière le communisme agricole, présenté comme l'objectif recherché, pendant un bref laps de temps en 1958, se manifestait en fait une stratégie de développement autarcique des campagnes indépendamment du financement extérieur. Le rôle des cadres fut également prépondérant dans les villes, mettant en œuvre des projets grandioses. C'est le cadre politique, le cadre *rouge*, qui fut alors exalté, celui qui était capable d'entraîner les masses, de manière plus ou moins volontaire ou contrainte, vers de grandes entreprises. Il éclipsa ainsi le cadre technique, critiqué et mis à l'écart comme trop timoré.

Le Grand bond tourna au désastre, et fut suivi d'un retour à un soviétisme tempéré, moins centralisé, où le cadre traditionnel retrouvait sa place. Les méthodes propres à ce cadrisme là étaient différentes. Il s'agissait de rattraper de manière *progressive* le retard chinois ; l'accent était mis sur les villes, dont la population était encore minoritaire (15%), séparant radicalement villes et campagnes. Mao, constatant la bureaucratisation des cadres,

la perte du dynamisme mobilisateur des masses, vécut ce retour à la stratégie antérieure, identifiée à une *révolution ininterrompue*, comme une défaite du socialisme²².

2. Mao lança alors sa seconde offensive, celle de la Révolution culturelle. En dépit de la terminologie anticapitaliste, elle avait tous les dehors d'une lutte anticadriste et semblait donc prendre le contre-pied du cadrisme de type soviétique, renouant ainsi avec le grand thème émancipateur de la société sans classes. Elle contournait l'obstacle du parti, se bâtissant une force d'appui *ad hoc*, le "peuple de Mao", les gardes rouges, à partir de catégories mécontentes de la population : les jeunes éduqués, lycéens et étudiants, et plus tard, certaines couches défavorisées du monde ouvrier. Il s'agissait moins de constituer une nouvelle élite que de rétablir la prééminence du courant maoïste, de détruire ses adversaires, c'est-à-dire une bonne partie de la direction.

La Révolution culturelle tourna au chaos et Mao, pour rétablir la situation, fit appel à l'armée, l'incarnation par excellence d'un encadrement militaro-politique autoritaire et hiérarchique (dont les chefs étaient fortement privilégiés). Mao avait gagné, mais le maoïsme avait perdu. Ce recours à l'armée conduisit à la reconstitution du parti et au retour vers un cadrisme de type soviétique, alors que l'économie se centralisait à nouveau. Il s'agissait d'une variante aménagée de ce nouvel ordre social, qui survécut jusqu'à la mort de Mao en 1976 et dans les quelques années qui suivirent.

2.3.3 L'impossible émergence d'un cadrisme efficient et démocratique

Rétrospectivement, l'échec de toutes les tentatives de réforme semble militer dans le sens de l'impossibilité d'un autre cadrisme, efficient et démocratique, distinct du modèle bureaucratique. Nous avons déjà rencontré ce problème dans l'étude de ces compromis de l'arriération. La question de la *constitution* d'un système, tel que le système soviétique, est pourtant distincte de celle de la *réforme* de l'ordre bureaucratique déjà constitué. Poursuivre la NEP, la faire évoluer d'une manière ou d'une autre, était une chose ; réformer un système bureaucratique constitué en était une autre.

Comment interpréter l'impossibilité des réformes, qui prolonge et semble confirmer la victoire du bureaucratisme ? Pourquoi l'exportation du modèle soviétique à la Chine, et le retour permanent à ce modèle ? Comment poser le problème d'une alternative chinoise au retour de la Russie vers les formes du capito-cadrisme (dans sa configuration néolibérale actuelle) : en d'autres termes, la Chine peut-elle faire autre chose que copier les formes du capito-cadrisme à l'occidental ?

Il est difficile dans une telle analyse de faire la part des choses entre un déterminisme économique excessif et une vision historique purement contingente. Nous ne suivons pas l'économisme apologétique qui voit dans la propriété privée des moyens de production la garantie de l'efficacité et de la démocratie. L'histoire continue, et le capitalisme n'en est pas la fin. Cet économisme renoue volontiers avec le vieux darwinisme économique du début du siècle : le capitalisme s'est imposé parce qu'il était le meilleur système. Les deux types d'organisation sociale coexistèrent pendant plusieurs décennies. Les pays socialistes eux-mêmes prétendirent battre le capitalisme sur le plan de l'efficacité. Ils ont échoué, et auraient ainsi logiquement disparu !

22. R. Lew, *L'intellectuel*, *op. cit.* note 2, ch. III ; S. Schram, *Mao Tse-Tung*, Londres : Penguin Book, 1975, p. 277 sq. ; M. Meisner, *Mao's China and After*, Londres : The Free Press, 1986, p. 204-216.

On peut opposer à cette vision un point de vue directement *politique*, et relire l'histoire dans ces termes d'un bout à l'autre de la période qui nous intéresse ici : tout est affaire de luttes, de rapports de force. Les classes dominées n'ont pas réussi à imposer leur émancipation ; une autre classe en voie de formation s'est substituée à elles ; différentes fractions de la nouvelle classe se sont affrontées pour imposer leur projet spécifique.

Prolonger cette problématique jusqu'à la période des réformes, suppose en premier lieu de dresser un tableau des classes et fractions de classes en présence. On oppose traditionnellement technocratie et bureaucratie au sein des couches dominantes ; face à elles, on trouve l'ensemble des ouvriers et employés, et les travailleurs de l'agriculture. Le clivage entre technocrates et bureaucrates est difficile à définir pratiquement. Il contraste deux fractions des classes dominantes, le pouvoir des premiers reposant davantage sur les connaissances, l'expertise, et celui des seconds, sur un rapport d'autorité direct (qui lui aussi suppose un savoir-faire, mais d'une autre nature que le précédent). Ce clivage est certainement très pertinent, mais il ne sépare pas les individus de manière simple. Le bureaucratisme comme phénomène était relativement omniprésent dans les pays socialistes.

Puisque les problèmes que rencontrèrent les pays socialistes sont directement liés à l'incapacité d'éliminer cette composante bureaucratique, il semble naturel de mettre en cause les représentants les mieux caractérisés de ce bureaucratisme, malgré la difficulté de leur identification. C'étaient bien eux que la progression des réformes mettait en question, pas simplement comme individus, mais comme éléments d'un système très élaboré de relations de pouvoir, qui seul leur permettait de maintenir leur prééminence. Les autres cadres n'étaient pas entièrement tenus à l'écart, comme on peut s'y attendre de la part de fractions d'une même classe dominante, mais leur relation à cette structure de pouvoir était différente ; leurs intérêts n'étaient pas identiques ; ils percevaient l'appareil bureaucratique comme une limite à l'exercice de leurs compétences ; les réformes ne remettaient pas leur position en question ; et il en était, d'ailleurs, de même d'un retour éventuel aux formes dominantes du capito-cadrisme.

Pour des raisons tenant à leur histoire, les possibilités d'opposition des classes populaires étaient très limitées, et l'appareil répressif très développé. La mobilisation populaire avait souvent été utilisée par la bureaucratie à l'encontre des autres cadres. Les luttes et insurrections ne vinrent jamais à bout de l'immobilisme du système pour le réformer ou le renverser, et ne permirent pas véritablement de modification des rapports de force entre les fractions des classes dominantes.

La préférence qu'on peut afficher pour cette interprétation plus *politique*, ne doit pas conduire à sous-estimer le poids des déterminants économiques, toute séparation trop poussée étant évidemment abusive. Il existait en URSS, et il existe encore en Chine, un rapport très étroit entre la configuration des classes dominantes, la manière dont elles exercent leur pouvoir ainsi que la manière dont elles gèrent leurs contradictions internes, et les structures économiques. A la suprématie des fractions bureaucratiques, correspondaient le centralisme, l'autoritarisme et le caractère conventionnel des rapports économiques, sociaux et politiques — qui n'excluaient évidemment pas d'autres types de relations essentielles au fonctionnement du système (accords interentreprises, interindividuels...). A une démocratie interne des cadres auraient correspondu, selon un rapport de causalité réciproque, des formes de décentralisation et de concurrence, au sens le plus large du terme (pas nécessairement sous la forme d'un marché généralisé).

C'est donc une configuration tout à fait particulière, *tant économique que politique et sociale*, qui se mit en place dans ces pays, prenant appui sur l'héritage bureaucratique de

l'ancien régime, et empêchant le système d'évoluer vers un cadrisme efficient. Il se développa en parallèle aux formes modernes du capito-cadrisme dans les pays capitalistes. L'entrée en crise des pays capitalistes aurait pu ouvrir la possibilité d'un contraste en faveur des pays socialistes. Mais, on le sait, il n'en fut rien, et la nouvelle poussée en faveur des réformes à la Gorbatchev échoua, ouvrant la voie à une forme extrême de capitalisme néolibéral, venant se combiner aux survivances de l'ancienne société soviétique. Loin d'être un succès, en Russie, cette aventure soulève des problèmes considérables dont nous n'avons pas vu la fin.

Le destin de la Chine sera-t-il différent ? La Chine retrouvera-t-elle, au stade actuel de son développement, la voie de ce que nous avons appelé le compromis de l'arriération, combinant initiative privée individuelle et cadrisme moderniste ?

C'est à ce point que le parallélisme entre les voies du cadrisme dans les pays capitalistes et dans les pays socialistes retrouverait toute sa pertinence. Il est difficile de réaliser à quel point les pays capitalistes s'étaient engagés dans les voies du cadrisme dans les années 1960 et 1970, à de multiples points de vue : politiques macroéconomiques, transformations du salariat, engagement direct de l'État dans le contrôle de certains secteurs, recherche, éducation, autonomie des gestionnaires par rapport aux propriétaires, transferts de revenus institutionnels et par l'inflation, etc. C'est le succès de ce capitalisme là, celui des trente glorieuses, qui fonctionna comme un attracteur vis-à-vis des pays socialistes, mais c'est vers un autre capitalisme que la Russie a finalement convergé. On se prend à rêver d'une transformation de la société russe dans un autre contexte, qui l'aurait entraîné dans une autre direction. Mais, entre temps, les cadres avaient perdu dans les pays du capito-cadrisme avancé la bataille contre la finance.

Sommaire

Introduction	1
1 - L'hypothèse cadriste	4
1.1 Socialisme et cadrisme	4
1.2 Le cadrisme dans le capitalisme	5
1.2.1 Propriété, gestion et procès de travail	5
1.2.2 Le rôle de l'État	7
1.3 Économie et politique du cadrisme	8
1.3.1 Les cadres sans les propriétaires ?	8
1.3.2 La démocratie sans les propriétaires ?	11
1.4 Le cadrisme et l'abolition des classes	12
2 - Les trois étapes d'une voie radicale au-delà du capitalisme	13
2.1 Les cadres et la conquête du pouvoir	13
2.1.1 De l'avant-garde vers le pouvoir	13
2.1.2 Nécessités de l'efficienc e ou projet d'une nouvelle classe ?	15
2.2 Le compromis de l'arriération	17
2.2.1 La NEP et le projet cadriste	17
2.2.2 La nouvelle démocratie	18
2.2.3 Compromis et choix d'une trajectoire cadriste	19
2.3 Volontarisme et bureaucratisme	19
2.3.1 Stalinisme, normalisation bureaucratique et échec des réformes	20
2.3.2 La reproduction du modèle soviétique en Chine et les offensives maoïstes	22
2.3.3 L'impossible émergence d'un cadrisme efficient et démocratique	24